

**APRES UN PARCOURS
HONORABLE
LES «LIONS» AU
BERCAIL AUJOURD'HUI**

PAGE 16

**PAQUES
«PAIX DES CŒURS
ET DES ESPRITS»**

PAGE 6



**MARDI
5 AVRIL 1994**

150 F CFA • 24^e ANNEE • N° 7152

FRANCE 8 FF • COTE D'IVOIRE 250 F CFA

GABON 350 F CFA • CAMEROUN 300 F

CFA • GUINÉE / TOGO / BURKINA FASO •

MALI 250 F CFA • ISSN 0850/0793

le soleil

SENEGAL AN XXXIV

L'IMPERATIF DU DEPASSEMENT

Le Sénégal a fêté hier dans la solennité et la sobriété le 34^e anniversaire de son indépendance. L'événement a été marqué par une prise d'armes suivie d'un défilé à la Place de l'Indépendance. Dimanche soir, le chef de l'Etat a délivré à la Nation son message traditionnel.

PAGES 2-5



Sénégalaises, Sénégalais, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous. L'anniversaire de l'indépendance nationale du Sénégal est toujours pour nous une grande fête ; en le célébrant pour la 34^e fois demain, nous le ferons avec la même joie et la même émotion. Nous le ferons surtout dans la solennité et la sobriété.

L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

à nos exigences de rigueur et d'austérité.

Ce double souci résume bien notre credo de bâtir un Sénégal à la fois fidèle à son passé et résolument tourné vers l'avenir.

Cette quête quotidienne est une tâche ardue, tant sont nombreux les obstacles à franchir.

Depuis que je me suis adressé à vous le 31 décembre 1993, nous en avons encore rencontrés sur notre chemin.

Il y a d'abord eu la dévaluation de notre monnaie, les péripéties qui ont conduit à la prise de cette décision vous sont désormais familières.

• Suite en P.2

Editorial

Fête de la liberté, de toutes les libertés retrouvées, mais aussi moment privilégié où notre peuple convoque les raisons de sa fierté et de sa dignité, la célébration de l'anniversaire du 4 avril devrait donc se concevoir, avant tout, comme l'instant majeur de notre vie commune, destiné à une intense réflexion.

Une réflexion intérieure certes, favorisée par la légitimité de toute délibération intime, mais aussi un débat à voix haute dont les moindres atouts seraient la cristallisation de nos efforts vers la réalisation de l'idéal fixé par tous pour les intérêts de tous.

Refusant de se laisser entraîner, voire semer, par les événements, le président Abdou Diouf, à encore une fois vu juste : personne, ne tracera notre destin à notre place, et également, c'est au profond de notre génie propre que nous trouverons, tous ensemble, les meilleurs moyens d'affronter et de maîtriser l'avenir.

La conscience nette, plus que jamais convaincu du devoir sacré et salvateur de présenter avec les preuves irréfutables de ses actes et agissements devant le témoignage de l'histoire, le président Abdou Diouf s'est retrouvé comme de coutume, en pareille occasion, totalement à l'aise.

La sécurité factice de l'écran ne pourrait constituer qu'un rempart dérisoire entre celui qui parle et ceux qui le regardent et l'écourent. J'allais dire, le scrutent profondément, intérieurement.

Pire : il ne saurait exister la moindre protection morale pour l'auguste acteur, surtout en des circonstances aussi solennelles que celles des messages à la nation, en des heures aussi cruciales que celles que nous

traversons. Aurait-il tenté d'user du plus subtil alibi préfabriqué que le chef de l'Etat, prenant à témoin le peuple sénégalais au nom duquel il s'exprime aussi, serait proprement disqualifié dans l'estime et la confiance de la nation.

Heureusement, parce qu'il a su rester digne dans l'épreuve, maîtrisant les événements au lieu de les subir ; parce qu'également il est demeuré fidèle au moment et à la solennité de l'heure respectant les rigueurs imposées par la situation économique, mais n'enlevant rien à la charge patriotique et émotionnelle de notre souveraineté recélébrée, il a su convaincre l'auditoire.

Qui parmi nous, dans le secret de son ego le plus intime aura manqué de manifester une totale adhésion au discours du chef de l'Etat ? Ce 34^e anniversaire de notre indépendance nationale bien qu'amputé de son cortège de fastes et d'ambiance, a quand même gardé l'essentiel : la sobriété qui est aussi vie. Désormais d'ailleurs, cette sobriété expliquée par le chef de l'Etat, comprise et acceptée par les populations, ne devra-t-elle pas guider nos pas dans l'ère après-dévaluation où nous sommes installés.

La parité du franc CFA qui a changé, l'inflation qui constitue une menace de tous les instants, le pouvoir d'achat, véritable épée de Damoclès au-dessus de nos têtes sont autant de défis auxquels le Sénégal doit faire face. La possibilité de saisir les opportunités offertes par la nouvelle situation ; la conviction des agriculteurs, des artisans, des industriels et aussi de tous les travailleurs des différents secteurs socio-économiques de la Nation,

qu'après l'épreuve bien apprivoisée, ne peut se présenter que le bonheur, sous les habits neufs du bien être et de la paix.

Mais avant d'en arriver là, que de parits à gagner ! déjà le chef de l'Etat invitait à l'effort soutenu, au courage, au culte de l'audace et nous proposant l'exemple de la femme sénégalaise, génératrice d'un émuant héroïsme au quotidien alors que l'environnement socio-économique n'a jamais été aussi

• PAR ALIOUNE DRAMÉ

hostile qu'en ce moment ; déjà, donc, le chef de l'Etat, nous fait percevoir les frémissements précurseurs, d'un Sénégal résolu dans sa volonté de tenir le challenge.

Et surtout d'un pays conscient de la nécessité de sa victoire totale sur le cours des choses. S'appuyant sur le culte du travail, autre vertu fondamentale dans notre inépuisable système de valeurs, le premier des Sénégalais insiste sur la capacité de notre pays de connaître bientôt une croissance notable et la création de 20.000 emplois à terme.

Ces objectifs que voilà et qui n'habitent nullement le domaine de l'impossible, voire de l'irréel, peuvent être atteints si, sans tarder, l'on emprunte les voies du consommateur local, de l'intégration africaine, de la coopération internationale avec la solidarité sud-sud renforcée et le dialogue réadapté avec le Nord.

Comme de coutume, et aussi parce que cette fête de l'indépendance, de l'exaltation de nos vertus ancestrales de fierté, de dignité et de patriotisme, est avant tout la leur, le président

Abdou Diouf a rendu hommage à l'armée nationale et à la jeunesse sénégalaise.

En cette armée capable de hisser toujours plus haut le flambeau national jusqu'au sacrifice suprême, le président de la République place une totale confiance. Mieux il offre nos vaillants soldats en modèle.

Surtout à notre jeunesse qui, comme toutes les jeunesse du monde, est à la recherche d'emplois et de réponses devant l'horizon des angousses. Le président Abdou Diouf continue de demander à cette jeunesse de poursuivre sa mobilisation courageuse face à la dureté des temps et à la rareté des solutions alternatives. Le chef de l'Etat conseille en la circonstance les armes de l'optimisme et de la patience laborieuse et studieuse.

Sortir de la crise par nous-mêmes et pour nous-mêmes d'abord, n'est pas une gageure. A condition que les voies et moyens participent d'une politique de paix générale. En effet, rien de durable ne peut être bâti en dehors de la paix et de la sérénité.

Voilà pourquoi, a-t-il le président Abdou Diouf, le Sénégal ne devra pas connaître des tragédies du genre du mercredi 16 février 1994.

Ce jour-là des policiers en mission d'ordre public furent froidement assassinés sur fond de destruction de biens publics et privés. Un tel péché qui peut saper les fondements de notre République et placer indéfiniment le pays dans le chaos, doit être combattu sans concession, avec une grande fermeté dans l'équité.

Et le président Abdou Diouf dont l'unique souhait est que la vérité éclate et que la justice soit rendue en toute

transparence, promet de tout mettre en œuvre afin que la loi soit appliquée aux acteurs, aux instigateurs et aux complices des événements du 16 février.

Ainsi seulement le Sénégal, pays de tolérance, de justice, de droit et de consensus redeviendra lui-même, dans l'intérêt de toute la collectivité.

En effet, et l'adresse du chef de l'Etat nous y invite, sans détours, le vrai patriotisme ne sera acquis que si nous tous acceptons de le payer au prix fort : arriver à l'objectif commun en passant par la diversité de nos opinions.

Le meurtre ne saurait être institutionnalisé au Sénégal, pas plus que la violence ne saurait y être légalisée d'ailleurs.

Le danger, personne ne le perd de vue, est de vouloir jouer de manière inconsidérée avec les institutions et la stabilité de notre pays. Beaucoup d'autres qui ont tenté l'aventure, n'auront réussi qu'à sacrifier l'existence de leur patrie : la Libéria et la Sierra-Léone étaient naguère considérés comme les Suisses de l'Afrique ; et l'Algérie passait pour être un exemple de stabilité. Or en sont-ils aujourd'hui, perdus qu'ils sont dans l'engrenage de la violence inouïe ?

Il nous faut donc souhaiter avec le président Abdou Diouf que la violence soit durement châtiée au Sénégal. Que la justice, servie par des magistrats sereins et indépendants, tue le serpent dans l'œuf.

Le Sénégal est trop respecté ses hommes de loi fort admirés, surtout pour leur expertise et leur attachement au droit et à l'équité, pour qu'enfin la vérité soit rétablie dans toute sa rigueur.

FERMETÉ DANS L'EQUITE

L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

APPEL AU DIALOGUE DANS LE RESPECT DES INSTITUTIONS

A l'occasion du 34ème anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, le président de la République M. Abdou Diouf s'est adressé, dimanche soir, à la nation. Le président Abdou Diouf a, de nouveau invité les Sénégalais à «une mobilisation nationale» pour faire face au défi que constitue la dévaluation de franc CFA.

Parlant des événements du 16 février 1994, il a déclaré que son «seul souhait est que la vérité éclate, que la justice soit rendue en toute équité et que nous continuions à nous consacrer à l'essentiel pour l'avenir de notre pays».

Le président de la République a, enfin, lancé un «appel à l'unité et au dialogue» dans «le respect des institutions».

• Suite de la P. 1

Aussi, si je révoque ce soir, est-ce pour vous inviter à une mobilisation nationale pour y faire face et en tirer le meilleur parti possible.

Certes, depuis que la mesure est effective, beaucoup de prix ont augmenté ; la vie quotidienne est même plus difficile. Mais si, en peu de semaines, l'économie connaît déjà des frémissements, qu'en sera-t-il lorsqu'on lui aura laissé le temps de s'adapter ? Qu'en sera-t-il lorsque les agriculteurs, les artisans, les industriels auront découvert toutes les opportunités offertes par notre marché intérieur et les exportations ?

Les réponses à ces questions dépendent de nous, pour l'essentiel. Nous devons avant tout nous convaincre que le chemin qui mène de la dévaluation à la croissance est parsemé d'embûches qu'il faut absolument éviter dès le départ. Le gouvernement les a identifiées et, en rapport avec les partenaires sociaux, comme avec les partenaires au développement, a pris des mesures pour les contourner.

Ainsi, face au risque d'inflation, des consultations avec les opérateurs économiques complétées par des mesures fiscales, ainsi que par les mesures d'accompagnement prises en notre faveur par nos partenaires au développement, ont permis de limiter les hausses de prix des produits importés les plus essentiels. Les risques de dérapage des salaires ont également été conjurés.

C'est déjà le cas dans la Fonction publique, grâce à l'esprit de responsabilité et de coopération qui a animé les syndicats de travailleurs. Je souhaite vivement qu'il inspire jusqu'à leur terme les négociations en cours sur les salaires dans le privé. Mais notre victoire dans la lutte contre l'inflation aura plus de portée si nous relevons l'autre grand défi de la dévaluation, à savoir, la relance, par une croissance économique soutenue et par la création d'au moins vingt mille emplois nouveaux par an.

Consommons sénégalais

Les entreprises sénégalaises ont un rôle à jouer dans cette bataille. C'est pourquoi l'administration doit se consacrer davantage au service de l'initiative privée. Dans le même esprit, les procédures de contrôle doivent être allégées et les codes simplifiés. Il est cependant

clair que toutes ces mesures ne connaîtront les succès escomptés que si nous travaillons plus et si nous «consommons sénégalais». A cet égard, les femmes sénégalaises, avec un dynamisme fécond, sont en train de montrer la voie, comme toujours dans les périodes de mutations.

Le succès sera plus éclatant, si nous réussissons, en même temps, le pari de l'intégration. Une étape importante a été franchie avec la signature à Dakar, le 11 janvier 1994, du Traité instituant l'Union économique et monétaire ouest africaine. L'entrée en vigueur de cet instrument juridique contribuera, sans nul doute, à faire progressivement de la zone franc un vaste marché commun.

Grâce au réalisme qui a marqué notre politique économique durant toutes ces années et à notre crédibilité restée intacte, entre autres raisons, le Sénégal est bien préparé à cette grande échéance. En vérité, dans notre sous-région, comme ailleurs en Afrique et dans le monde, l'État indigne que nous pouvons continuer à occuper la place que nous assignent notre histoire et le génie de notre peuple.

Notre attachement à certaines vertus - qui ont nous sens de la solidarité, fidélité à l'amitié, esprit de dialogue et respect de la parole donnée - y est pour beaucoup. Il restera la marque de notre politique sous-régionale et régionale et, comme par le passé, sous-tendra notre action au sein de l'ONU, du Mouvement des Non alignés et de l'OCI, sans oublier la Francophonie et le G-15.

Je suis sûr que, de la sorte, notre voix sera écoutée sur les grands dossiers dont le traitement conditionne notre devenir, comme elle l'a été dans la lutte contre l'apartheid et comme elle l'est aujourd'hui dans la consolidation des acquis de la cause palestinienne et la recherche d'une solution au drame du peuple bosniaque.

Mais, mes chers compatriotes, pour qu'il en soit ainsi et de façon durable, il nous faut avoir la paix chez nous. Malheureusement, celle-ci a été sérieusement perturbée le mercredi 16 février 1994.

Ce jour-là, des éléments des forces de l'ordre, devant la mémoire de qui je m'incline pieusement, ont été froidement assassinés et des biens privés et publics ont été gratuitement détruits. Ce sont là des faits qui constituent une violation des droits les plus fondamentaux de

l'homme, à savoir le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique et morale, le droit à la pleine jouissance de ses biens. Ces faits sont en même temps une tentative de perturbation du fonctionnement normal de la démocratie car leurs auteurs ont également cherché à destabiliser les institutions républicaines. Ils interpellent donc chacune et chacun d'entre nous, au-delà de nos clivages partisanes.

En effet, rien n'est plus dangereux pour une démocratie que l'exaltation de la violence et l'exploitation, à des fins uniquement personnelles, des inquiétudes légitimes que la dureté des temps actuels suscite dans nos pays. Un tel péril doit être combattu sans concession.

Etat de droit

En ce qui me concerne, je considère qu'il est de mon devoir, et du devoir de l'Etat tout entier, d'empêcher que les événements du 16 février puissent se reproduire. A cet effet, nous devons commencer par faire appliquer la loi à leurs auteurs, à leurs instigateurs et complices.

C'est le lieu pour moi de dire que l'Etat de droit, dont nous nous réclamons tous, est d'abord celui où la loi, égale pour tous, est respectée par tous. C'est aussi celui où le respect de l'autre, dans son intégrité physique et morale, est une attitude constante de tous.

Cela signifie que, face à l'assassinat froid et ignoble, le 16 février 1994, de pères de famille qui ne faisaient que leur devoir, il serait pour nous inacceptable de faire comme si rien ne s'était passé. Le plus grave, l'inconcevable, dans un Etat de droit, ce serait de chercher à empêcher les magistrats de faire leur travail.

Pour ma part, j'estime que la justice a le devoir sacré d'appliquer la loi. J'estime aussi que les magistrats savent ce qu'ils font ; en tout cas, je leur fais confiance et me garderais bien d'essayer de me substituer à eux, en violation flagrante du principe de la séparation des pouvoirs édicté par notre Constitution à l'instar de celles de toutes les démocraties. Mon seul souhait est que la vérité éclate, que la justice soit rendue en toute équité et que nous continuions à nous consacrer à l'essentiel pour l'avenir de notre pays.

En parlant d'avenir à construire, j'ai une pensée toute particulière pour l'armée et la jeunesse qui incarnent au plus haut point les ver-



tus cardinaux qui fondent la nation. Au demeurant, le 4 avril, c'est d'abord leur fête. A notre vaillante armée, je redis toute ma satisfaction et mon entière confiance. Je voudrais surtout louer, à nouveau, sa capacité à hisser toujours plus haut le flambeau national. Je l'offre en exemple à l'ensemble de la nation, en lui réaffirmant solennellement ma ferme volonté de faire tout ce qu'autorise notre situation pour lui permettre de continuer à assurer, avec le même bonheur, ses différentes missions. Quant à notre jeunesse, je sais bien qu'elle est particulièrement vulnérable aux rigueurs de la crise que nous vivons, touchée qu'elle est jusque dans sa capacité d'être confiante pour demain.

Je sais aussi que ses interrogations concernant la formation, la possibilité de trouver du travail, une vie culturelle enrichissante, sont parfois particulièrement chargées d'angoisse. Mais notre pire ennemi serait, devant l'ampleur des défis auxquels nous devons faire face, le pessimisme qui démobilise et qui inhibe. Pour sa part, le gouvernement a inscrit au cœur de sa politique, comme une préoccupation de chaque instant, les questions que je viens d'évoquer.

Mobilisation

Toute que ce que j'ai dit au sujet de la bataille de l'emploi concerne en priorité la jeunesse. Mais relever ce défi suppose la mobilisation de tous pour qu'ensemble nous sachions saisir les possibilités que nous offre le changement de parité du franc CFA, dans ce domaine.

Une autre condition en est, également, une diversification de nos filières de formation qui permette d'offrir aux jeunes, citadins et ruraux, les savoir-faire qui les qualifieront et leur permettront d'être mieux armés pour saisir les opportunités dont est porteuse la croissance qui s'amorce. Notre politique d'éducation est résolument engagée dans cette direction.

Je n'oublie pas pas non plus que la jeunesse a besoin d'une vie culturelle qui soit l'expression d'une

société riche de tensions créatrices, où les talents se voient reconnaître et leur élosion favorisée.

C'est pourquoi je continuerai de veiller personnellement, à ce que tout soit mis en œuvre pour que les différents secteurs de la création culturelle souffrent le moins possible des contraintes de la conjoncture.

Avant de conclure, je voudrais lancer de nouveau un appel à l'unité et au dialogue sincère et de bonne foi, dans le respect des institutions que le peuple souverain s'est librement données. En le faisant, je redis ma disponibilité constante à associer tous ceux qui le souhaitent à l'effort national et ma confiance envers toutes les forces démocratiques.

Je voudrais aussi, dans le contexte actuel de l'après-dévaluation, vous inviter tous au dépassement permanent, à l'instar des signataires de l'appel du 18 mars 1994 pour que ce qui semble être aujourd'hui l'horizon, soit demain la ligne qui a été franchie, à force d'efforts, et qui ouvre de nouvelles perspectives. De difficultés surmontées en difficultés surmontées, nous serons ainsi chaque jour plus forts et mieux armés, pour affronter les dures réalités de notre environnement international. Nous le pouvons car nous sommes une nation vivante qui a toujours accepté et engagé tous les combats pour améliorer le sort de chacune et de chacun de ses enfants, sans jamais baisser les bras. Une nation ingénieuse et imaginative qui peut parfaitement se reconnaître dans cette pensée d'un grand poète pour qui «l'imagination est la reine du vrai et le possible l'une de ses provinces».

Mettions-nous donc au travail, avec la conviction que rien ne nous est impossible.

Je vous souhaite à tous la paix pour que toujours vive le Sénégal, uni, debout et prospère, dans la vérité, dans la justice et dans la discipline nationale.

Bonsoir et bonne fête !

NB : Le titre et les intertitres sont de la rédaction.